

# AUJOURD'HUI, IL Y A UNE VOLONTÉ POLITIQUE

L'Union du Maghreb arabe ne se fera pas sans un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc. Malgré une volonté politique affichée, l'Algérie cherche des prétextes pour protéger sa souveraineté et ne pas servir de locomotive économique pour la région. **Par Mélanie Matarese**

**L**es chefs d'État ont compris que l'Union du Maghreb arabe était un échec politique. C'est la raison pour laquelle ils ont décidé de tout miser sur le partenariat économique. » À en croire ce diplomate algérien, présent lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des cinq pays de l'UMA, à Rabat, en février, une nouvelle dynamique est enclenchée pour sortir l'Union d'une léthargie qui dure depuis plus de vingt ans. En février, les déclarations politiques allaient, en tout cas, toutes dans le même sens. Moncef Marzouki, président provisoire de la Tunisie, a espéré à haute voix lors de sa visite à Alger, que 2012 soit « l'année de l'UMA ». Le roi Mohammed VI a appelé à la construction d'un « nouvel ordre maghrébin », et Abdelaziz Bouteflika a souligné combien l'unité du Maghreb arabe est un impératif « vital et pressant ». « Le printemps arabe est passé par là... », relève Said Mokadem, secrétaire général du Conseil consultatif de l'UMA à Alger. *Aujourd'hui, il y a une véritable volonté politique.*

Pour preuve, les dossiers relancés à Rabat, comme celui de la zone maghrébine de libre-échange. « Moribonde depuis 1992, elle vient d'être réactivée, assure Said Mokadem. Un accord devrait même être signé lors du prochain sommet de l'UMA qui pourrait se tenir à Tunis avant la fin de l'année. » Ou encore le projet de communauté économique, comprenant des facilités pour les jeunes qui voudraient créer leur entreprise, des aides pour les PME-PMI. « Un soutien financier sera apporté par la Banque

maghrébine pour l'investissement et le commerce extérieur dont le règlement intérieur vient d'être adopté, poursuit Said Mokadem. Elle existe – son siège est à Tunis – mais n'est pas vraiment opérationnelle car son démarrage réel nécessite des fonds. Et l'Algérie a été la première à y contribuer, avec un versement de 7,5 millions de dollars. » Autres dossiers qui devraient être approuvés à la prochaine réunion interministérielle: le projet de création d'un conseil chargé de l'Environnement dont la mission sera d'élaborer une stratégie pour assurer la sécurité alimentaire dans la région. « Ou celui de création d'un mécanisme permanent de coopération dans le domaine du transport aérien, des communications, de la formation des ressources humaines... », énumère, enthousiaste, Said Mokadem.

## Blocages

Un optimisme qui n'est pas partagé par l'ancien ministre et diplomate algérien Abdelaziz Rahabi. « Parce que les conditions techniques ne sont pas réunies. Les relations intermaghrébines sectorielles ne sont pas assez développées et très peu de choses ont été faites. » Malgré ce que tentent de faire croire les récentes statistiques des douanes algériennes selon lesquelles les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays de l'Union ont connu une hausse de plus de 18 % en 2011, à 2,16 milliards de dollars. « La réalité est toute autre, souligne-t-on au ministère des Affaires étrangères. Nos échanges entre pays du Maghreb ne dépassent pas 1,5 % alors qu'ils sont de plus de 68 % avec l'Europe... ». Pour

l'économiste algérien Abdelhak Lamiri, il y a une explication à cette immobilité: « L'Algérie a un problème d'exécution des politiques économiques. Notre administration est si lourde et si peu efficace qu'elle peut faire déraiper n'importe quel projet. Ensuite, poursuit-il, on peut douter de la réelle volonté d'intégration économique du pouvoir central, qui, par de vieux réflexes, pense encore qu'en transférant une partie de son pouvoir, il perdra un peu de sa souveraineté. » Dans les coulisses du pouvoir, certains diplomates confirment cette théorie, en pointant du doigt les militaires algériens qui n'auraient aucun intérêt à ce qu'une union politique se concrétise. « Qui dit ouverture des pays du Maghreb dit échange entre les sociétés civiles. Cela représenterait une trop grande menace. Les prétextes que trouvent l'Algérie et le Maroc sont d'ailleurs à mettre sur le dos de cette peur commune aux deux régimes de voir leur idée politique submergée par celle, plus naturelle et plus ambitieuse, de Grand Maghreb, un ensemble fédératif, multilinguistique et multiculturel qui échappe aux dictatures panarabes. »

Bref, l'Union n'en a pas fini avec ses blocages. Et quand on pose la question à Alger, les regards se tournent toujours dans la même direction... « Rappelons à ceux qui l'oublient que c'est le Maroc qui a gelé sa participation à l'UMA en 1995!, souligne Abdelaziz Rahabi. Que ce sont les Marocains qui, après l'attentat de 1994, ont manqué de solidarité en pensant que la question du terrorisme servirait à faire pression sur la question sahraouie. Pour avancer, il faut parler des responsabilités. Et l'Algérie n'est pas responsable des blocages de

*l'UMA.* » Dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères, le discours est à peu près le même. « *Qui a signé, en 1995, un accord d'association avec l'Union européenne contre le principe même de l'UMA? La Tunisie. Qui a suivi en 1996? Le Maroc. Nos voisins ont compris bien avant nous qu'il valait mieux une intégration économique avec les pays du Nord...* »

### Réformer les institutions

Une réalité qui arrange bien les officiels, décidés à voir dans l'ouverture algéro-marocaine un danger pour l'économie nationale. « *Certains cercles sont convaincus, par exemple, que nous n'avons rien à gagner à hisser notre agriculture et notre tourisme au niveau de ceux du Maroc ou de la Tunisie. Que l'Algérie perdra des centaines de millions de dollars à subventionner des produits qui partiront finalement chez les voisins. Ce qui est faux, bien sûr* », commente Abdelhak Lamiri. Ce que l'éditorialiste Akram Belkaid résume par « *l'habitude arrogante algérienne. Le pétrole nous donne ce sentiment de richesse perpétuelle mais ce n'est qu'une vision petite, chauvine. Alors que l'Algérie, le pays le plus riche du Maghreb, devrait accepter d'être une locomotive.* »

S'il fallait voir un obstacle aux bonnes intentions des chefs d'État, Saïd Mokadem, lui, préfère désigner la nécessaire

réforme des institutions. « *Le Conseil présidentiel ne s'est pas réuni depuis 1994, les autres institutions n'ont qu'un rôle consultatif et nous n'avons même pas de droit communautaire*, souligne-t-il en rappelant que sur les 38 accords et décisions maghrébines, seuls six ont été ratifiés par les parlements nationaux. Pour rattraper le retard, il a été proposé à Rabat que le conseil consultatif de l'UMA devienne un véritable parlement, avec des membres élus au suffrage universel direct. » Pour Abdelaziz Rahabi, il est temps que les Algériens en finissent avec leur « *vision romantique du Maghreb des peuples* ». Car depuis 1994, la population algérienne a perdu ses illusions. « *Au moment de la signature du Traité de Marrakech en 1989, la population a eu l'impression que quelque chose de neuf, de concret, était en train de se construire*, relève Akram Belkaid. Et puis il y a eu la fermeture de la frontière. Aujourd'hui, l'UMA est perçue par les Algériens comme un organe de réunion, sans incidence sur leur vie. »

Malgré cela, les signes de rapprochement entre l'Algérie et le Maroc se multiplient. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, devrait bientôt se rendre au Maroc après la visite de son homologue en janvier, les visites croisées de hauts fonctionnaires des deux pays se poursuivent et les déclarations corroborent le réchauffe-

ment entre Alger et Rabat. Pour preuve, Abdelaziz Belkhadem, ministre d'État, représentant personnel du chef de l'État et secrétaire général du parti du Front de Libération nationale, déclarait il y a quelques semaines : « *Nous avons perdu beaucoup de temps pour l'édification du Grand Maghreb. On ne va pas vivre indéfiniment dos à dos. Il faut bien qu'un jour on puisse se regrouper et les temps que l'on connaît sont des temps de grands espaces* ». Aux Affaires étrangères, un diplomate qui croit à l'UMA affirme que l'ouverture de la frontière avec le Maroc n'est plus qu'une question de mois. « *Sinon, comment peut-on sérieusement parler de libre circulation des personnes dans une Union du Maghreb? Comment peut-on vouloir créer un citoyen maghrébin?* » Dans ce frémissement, Akram Belkaid a envie de voir la possibilité d'un renouveau. « *Même si tout le monde décrète la mort de l'espérance maghrébine, elle n'a pas disparu. Il suffit de pas grand-chose pour la faire renaître et ce "pas grand-chose" dépend évidemment du politique...* »

Reste à savoir si les pays du Maghreb, pour la plupart en pleine transition politique, et centrés sur leurs problèmes domestiques, vont être capables d'engager leurs institutions et de mobiliser leur équipage politique sur les décisions stratégiques de l'UMA. ■

